



Décision individuelle N° 2020-223

Pétitionnaire : Office national des forêts – service RTM

Adresse : 62 route de Grenoble, BP3260 – 06205 NICE cedex 3

Nature de la demande : Travaux en cœur de Parc national (nécessaires à la sécurité civile)

Intitulé du projet : Restauration de deux seuils de correction torrentielle et recentrage localisé du lit d'un torrent

Localisation : vallon Pascal, parcelles cadastrale A10 et A11, commune d'Entraunes

La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L331-4, R331-18, R331-19, R331-67 et R331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14 et 15 et d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 21 juillet 2020,

Vu l'avis de la Direction départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes rendu au titre de la loi sur l'eau, en date du 03 août 2020,

Considérant la demande formulée en date du 11 juin 2020 par Madame GUITET Cécile, chef du service RTM des Alpes-Maritimes,

Considérant que la demande porte sur la réalisation de travaux de réparation d'ouvrages de correction torrentielle et de recentrage localisé du lit mineur d'un torrent,

Considérant que ces travaux ont fait l'objet d'un dépôt de dossier auprès de la Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, laquelle a statué sur l'absence de procédure complémentaire à mettre en œuvre au titre de la loi sur l'Eau,

Considérant l'absence d'enjeu particulier relatif aux milieux naturels et à la flore sauvage terrestres sur la zone d'influence des travaux ainsi que l'absence d'espèce piscicole dans le torrent,

Considérant que le maintien en bon état de ces ouvrages de correction torrentielle contribue de manière importante à la protection des terres, des bâtiments et des habitants situés en aval,

Considérant toutefois que s'agissant de travaux prévus dans un milieu aquatique sensible et nécessitant potentiellement l'aménagement de nouveaux accès, les modalités de mise en œuvre des travaux doivent être encadrées de sorte à garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

L'Office National des Forêts – service Restauration des Terrains de Montagne, représenté par Madame GUITET Cécile, est autorisé aux conditions définies ci-après, à procéder à des travaux de réparation d'ouvrages de correction torrentielle et de recentrage des écoulements dans le lit mineur sur une section du Ravin Pascal, parcelles n°10 et 11 section A de la commune d'Entraunes, dans le cœur du Parc national.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions générales*

2.1 Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux différentes phases du chantier, tout particulièrement au démarrage et à la finalisation des travaux (y compris évacuation des déchets).

2.2. Les outils et engins thermiques nécessaires aux travaux devront être dans un état d'entretien irréprochable. Un kit anti-pollution devra être présent sur le chantier et les personnes présentes devront en maîtriser la mise en œuvre.

2.3. En cas de problème relatif au déroulement du chantier et pouvant avoir des incidences sur l'environnement (ex. : pollution des sols par fuite de liquides hydrauliques ou de carburant), le bénéficiaire devra immédiatement arrêter les travaux et prévenir le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour pour expertise.

2.4. A la fin du chantier, l'ensemble des résidus de matériaux et autres déchets issus des travaux devra être évacué en dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées.

- *Prescriptions relatives aux travaux dans le lit du torrent*

2.5. La confection et la pose du ciment seront réalisées de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances soient réduits au maximum :

- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le cours d'eau ;
- évacuation des résidus secs en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.6. Si elle s'avère nécessaire, la mise hors d'eau des zones de travaux sera réalisée à l'aide des matériaux naturellement présents dans le lit du torrent, façonnés en batardeaux. La surverse restera dans le lit majeur du torrent.

Ces batardeaux seront intégralement effacés à chaque fin d'intervention, les matériaux seront remaniés et régalez sans tassement, dans le lit mineur de sorte à pouvoir être mobilisés par les hautes eaux.

- *Prescriptions relatives à l'aménagement des accès*

2.7. L'amas de pierres et blocs rocheux pré-existant et faisant obstacle à la circulation en début de sentier, sera intégralement repositionné au même endroit, en fin de chantier.

2.8. Les élagages des arbres et arbustes sont autorisés dans le cadre de la présente.

2.9. Un reprofilage ponctuel du sentier d'accès pré-existant est autorisé uniquement dans l'objectif d'améliorer l'horizontalité de la plateforme. **L'élargissement de celle-ci est proscrit.**

2.10. Les pans d'accès aménagés sur les berges dans l'objectif d'accéder au fond du ravin seront intégralement effacés à l'issue du chantier ; les matériaux seront remaniés et régalez sans tassement, sur les berges de sorte à pouvoir être mobilisés par les hautes eaux.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter du 1^{er} septembre 2020 jusqu'au 15 octobre 2020.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur, notamment celles relatives à la loi sur l'eau et les milieux aquatiques.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des travaux.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 11 août 2020



La Directrice
du Parc national du Mercantour


Aline COMEAU

Copie :

- service territorial Haut-Var Cians

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.